



Communiqué de presse sous embargo jusqu'au 04/02/2026

Municipales 2026 : 57 % des Français favorables à ce que les entreprises incitent leurs salariés à voter

Sondage exclusif Odoxa pour Entreprise et Progrès

Communiqué de presse, Paris, le 4 février 2026 : À six semaines des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, un sondage exclusif Odoxa pour Entreprise et Progrès révèle qu'une majorité stable de Français reconnaît aux entreprises un rôle à jouer dans l'engagement citoyen et la participation électorale de leurs salariés.

Selon cette étude réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1005 Français, 57 % estiment que les entreprises devraient inciter leurs salariés à aller voter lors des scrutins tels que les municipales ou la présidentielle. Un résultat identique à celui mesuré en 2024, avant les élections européennes, confirmant qu'il s'agit d'une attente durable et structurelle, et non conjoncturelle.

Les entreprises jugées légitimes pour mobiliser les salariés face à la crise de la participation démocratique

Cette attente s'inscrit dans un contexte de fragilisation du lien démocratique. L'abstention systématique concerne désormais 16 % des électeurs français, contre 9 % en 2007 selon l'Insee, tandis que les élections municipales de 2020 avaient enregistré un taux d'abstention historiquement élevé de 58,4 %. À l'approche d'un nouveau scrutin local, la question de la mobilisation citoyenne se pose avec une acuité renouvelée.

Dans ce contexte, les Français reconnaissent une légitimité particulière aux entreprises. Dans le détail, 25% des personnes interrogées répondent « oui, certainement » et 32 % « oui, probablement » à l'idée que les entreprises devraient inciter leurs salariés à aller voter. Chez les salariés, les résultats sont très proches (56% favorables), avec un soutien particulièrement marqué chez les cadres (60%), mais également majoritaire chez les ouvriers (53%), signe que cette attente transcende les catégories socioprofessionnelles.

Une attente cohérente avec la confiance accordée aux entreprises

Cette reconnaissance du rôle civique de l'entreprise s'inscrit dans une dynamique plus large de confiance. Les entreprises demeurent aujourd'hui l'acteur jugé le plus crédible pour « changer les choses en France » : **59% des Français leur font confiance** (+3 points par rapport à 2024), loin devant les associations et ONG (54%), les syndicats (35%) et surtout les responsables politiques (13%, -7 points).

Cette confiance va de pair avec une exigence claire : 75% des Français estiment que les entreprises doivent mettre sur un pied d'égalité performance économique et impact social et environnemental. Si le contexte économique tendu renforce la part de ceux privilégiant avant tout la rentabilité (21%, +7 points), il ne remet pas en cause cette attente majoritaire d'un engagement responsable et équilibré.

Des entreprises attendues sur des priorités sociétales structurantes

Le sondage met également en lumière les domaines dans lesquels les Français attendent en priorité l'action des entreprises pour faire progresser la société. Arrivent en tête **l'égalité entre les femmes et les hommes et la souveraineté économique / le made in France**, chacune citée par **54% des Français**. Suivent l'environnement et la lutte contre le changement climatique (36%), la formation aux compétences expérientielles ou soft skills (32%), le respect des droits de l'homme dans le choix des fournisseurs (31%), l'inclusion sociale (30%) et la revitalisation des territoires (29%).

Autre enseignement majeur : **l'engagement des entreprises en matière de responsabilité sociale s'impose désormais comme un levier central du rapport au travail**. **76% des salariés** déclarent que l'implication d'une entreprise en matière de RSE compterait dans leur décision de la rejoindre, dont 14% pour qui il s'agit d'un critère prioritaire. La RSE s'impose ainsi comme un levier d'attractivité et de fidélisation incontournable.

« *Dans un contexte de forte défiance démocratique, ces résultats montrent une attente claire des Français vis-à-vis des entreprises sur le terrain civique. Inciter à voter n'est pas une intrusion dans la vie privée des salariés, c'est un acte de responsabilité sociétale. Les entreprises progressistes sont celles qui contribuent à renforcer le lien démocratique, aux côtés de leurs engagements économiques, sociaux et environnementaux.* » souligne François Clément-Grandcourt, Président d'Entreprise et Progrès. « *À l'approche des municipales, l'entreprise apparaît comme un acteur capable de créer un environnement favorable à l'engagement citoyen.* »

Avec cette étude, Entreprise et Progrès souhaite nourrir un débat apaisé et factuel sur le rôle de l'entreprise dans la société française, à l'heure où les attentes sociales, économiques et démocratiques convergent.

Méthodologie

Sondage Odoxa pour Entreprise et Progrès réalisé auprès de 1 005 Français âgés de 18 ans et plus, interrogés par internet du 14 au 22 janvier 2026. Échantillon représentatif selon la méthode des quotas.

Contact presse /étude complète, itv, complément d'information

Tygénia El Khattabi - tygenia@elkh.fr - 06 19 91 40 03

À propos d'Entreprise et Progrès

Entreprise et Progrès réunit des dirigeants qui placent l'Humain au cœur des entreprises.

Depuis plus de 50 ans, notre think tank cherche à transformer la Société pour allier responsabilité sociale, environnementale, et économique, en réunissant les dirigeants sensibles à la création de valeurs (et pas seulement de la valeur actionnariale), et en révélant ces dirigeants pionniers pour mobiliser l'action de tous.

À ce titre, l'association agit en coopération et concertation avec les institutionnels, les politiques, les académiques et les experts pour être le trait d'union avec les responsables d'entreprises qui portent une vision du progrès pour la Société, un progrès responsable et utile pour tous, qui serve une Société régénérative, optimiste et moins inégalitaire.